

SMAÏL BOUKHAOUA*

L'économie mondialisée : contradiction d'hier, contraintes d'aujourd'hui

Le Monde contemporain a connu un nombre appréciable d'événements et de faits; néanmoins, il existe au moins deux dates qui l'ont profondément marqué : il s'agit de la chute de Constantinople (devenue Istanbul) en 1453, (annonçant la fin de l'Occident à l'Est) et de Grenade en 1492, marquant la fin de "l'orient à l'ouest". Le rappel de ces deux dates sied avec l'adage qui dit « l'arbre ne vit pas sans racines, et l'homme ne vit pas sans mémoires ». Ceci, pour dire qu'on ne peut comprendre ce qui se passe autour de nous que si on inscrit nos actes et notre comportement dans une référence déterminée et une dimension historique des faits. En effet, une analyse rigoureuse et une étude approfondie de la géo-histoire seraient d'un grand apport quant à la compréhension de l'image actuelle du monde et cela sur plusieurs plans, entre autres dans celui de l'économie. Il faut dire que la renaissance européenne du 15ème siècle a joué un rôle fondamental dans les transformations des relations Etat -Société- Economie, tant au niveau national qu'international.

1. DU FOND DES AGES.

La double bifurcation de l'histoire a véritablement laissé son empreinte sur le façonnement de l'économie-monde.

Il serait capricieux de croire que « les choses de l'histoire », ont évolué de façon "linéaire". Bien au contraire, celles-ci ont toujours pris une allure zigzagante, ce qui fait de leur appréhension objective un exercice très délicat. Par conséquent, toute analyse les concernant ne peut que souffrir d'ambiguïté et d'ambivalence. Il est admis historiquement, que la période médiévale en Europe, s'est caractérisée par une stagnation quasi-totale dans beaucoup de domaines. Cependant, aidé par un ensemble de facteurs, le vieux continent réalisa une transformation radicale dans la nature même de sa structure sociale et économique, qui a d'ailleurs pris une allure de bouleversements se répercutant rapidement sur les pays européens en premier lieu et le reste de la planète ensuite. Une étude approfondie de ce qui est appelé la « géomorphologie économique », montrera qu'à un certain degré, les contradictions et les antagonismes des intérêts économiques, parfois aigus, engendrés par la dynamique transformatrice des structures sociales et économiques en Europe et aux U.S.A., donnèrent à la fin du siècle dernier les prémices de la configuration actuelle du monde économique. Sur le plan purement doctrinal, deux thèses situées aux antipodes vont marquer de tout leur poids le 20ème siècle. Durant la

période allant de 1800 à 1880, l'essor industriel connu par l'Europe et l'Amérique (et à un degré moindre, le Japon de l'après Meiji), va accélérer d'une manière remarquable la hiérarchisation de la production industrielle mondiale, montrant à cette époque là déjà, les ambitions économiques de la triade économique « dominante » d'aujourd'hui: les USA, l'Europe, et le Japon. Néanmoins, la puissance britannique, et à un degré moindre celle de la France, n'était nullement négligeable. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si cette période fût baptisée par les historiens « pax britanica ». Mais les événements survenus entre 1913 et 1945, comme l'apparition du bolchevisme en 1917, puis la création de l'U.R.S.S. en 1922, la grande dépression de 1929 et les deux Guerres mondiales, allaient changer complètement l'ordre des choses dans le Monde. Aux Etats-Unis dès 1945, en Europe et au Japon, un peu plus tard, lors de la mise en place du plan Marschal ou des diverses aides américaines (comme le plan Dodge pour le Japon) qui donnera un coup de fouet à la reconstruction, la croissance économique est caractérisée par sa qualité exceptionnelle (croissance forte, durable taux d'inflation faible) qui fait des trois décennies 1945-1975, l'âge d'or de la croissance, décennies baptisées par l'économiste Jean Fourastié du nom des « trente glorieuses » qui en réalité ont duré jusqu'à la fin des années 1970, (phase de la stagflation). Cette croissance, inédite jusqu'alors, y compris au cours de la révolution industrielle, et jamais retrouvée depuis, a engendré un formidable changement quantitatif et qualitatif dans le niveau de vie des pays à économie de marché. En effet, on assiste à un bouleversement de l'économie, le taux de croissance moyen n'a pas dépassé les 2% alors que la période 1945-75 a été par contre marquée par le doublement, le triplement, et parfois davantage. Le Japon a vu durant cette période (1950 -1973) son PNB être multiplié par huit. Toutefois, à cause des disparités, les taux de croissance sont plus élevés en Europe et au Japon qu'aux Etats-Unis. La croissance des "trente glorieuses" a permis la renaissance de l'Europe et du Japon en tant que puissances économiques et commerciales, sans pour autant arriver au rééquilibrage de l'économie mondiale tant "souhaité" ou recherché.

A vrai dire, dès 1945, le monde était ébahi par la superpuissance économique et culturelle des U.S.A., due essentiellement à la puissance des firmes américaines qui exportaient leurs produits et leur image au moyen de la publicité dans le monde entier d'une part, et d'autre part aux médias que sont la télévision et le cinéma, devenus des vecteurs des images de ce qui est appelé « american way of life ». Cet état de fait donna naissance à la suprématie américaine qui va certainement continuer encore durant le troisième millénaire! De Yalta à Malta, le rééquilibrage économique international ne fût pas l'aspect prédominant des relations internationales. La priorité fût donnée au rééquilibrage idéologique et à la neutralisation internationale de la menace nucléaire. Par conséquent, l'enjeu géostratégique et le redéploiement géopolitique l'emportèrent sur l'enjeu économique.

2. DE LA GUERRE A L'APRES-GUERRE.

Instruite par l'expérience, la communauté internationale décide, bien avant la fin de la deuxième Guerre mondiale de réorganiser le monde de l'après-guerre. Pour éviter donc, la reproduction des épisodes dramatiques, il a été décidé de créer de nouvelles institutions qui prendraient en charge les affaires politiques et économiques de la planète.

Le point de départ de ce "chantier" ambitieux et louable fut la Charte de l'Atlantique du 14 août 1941. La fin de la Guerre était déclarée le 8 Mai 1945 et une cinquantaine de pays environ se sont retrouvés à San Francisco pour la signature de la Charte de l'Organisation des Nations Unies le 26 Juin 1945 (entrée en vigueur le 24 août 1945), pour remplacer la défunte SDN (Société Des Nations).

En plus de la garantie de la paix et de la stabilité dans le monde, la nouvelle organisation avait pour mission de trouver les mécanismes appropriés, nécessaires à la restauration d'un nouveau système monétaire international en remplacement de celui de l'Etalon-or issu de la réunion de Gênes en 1922. L'année 1928 a vu plusieurs pays (sauf l'Espagne et l'URSS) adopter de nouveau le système de l'Etalon-or. Cependant, ledit système ne put résister aux multiples problèmes auxquels il faisait face dont le crash de Wall street en 1929.

Cet état de délabrement des affaires monétaires internationales pousse les Américains et les Britanniques à émettre des propositions pour la création des nouvelles institutions monétaires et financières, d'où le plan américain de *White* et celui du britannique *Keynes* en 1943.

L'histoire étant ce qu'elle est, ce sont les thèses américaines, dans leur majorité, qui ont été retenues lors de la conférence monétaire et financière de l'ONU. Cette dernière s'est déroulée à Bretton woods du 1er au 22 Juillet 1944 et a donné naissance au Fonds Monétaire International. Le montant total des 44 pays (l'URSS avait refusé de participer) souscripteurs au capital initial du Fonds était de 8 milliards de dollars dont 2,7 milliards américains. Le monde est ainsi entré dans l'ère de la « pax americana ».

3. GERER LE NOUVEAU PAR L'ANCIEN.

A l'heure de la mondialisation, les économies nationales et régionales voient leurs interdépendances s'accroître. Basées essentiellement sur la productivité et la rentabilité que nous avons appelées "tendances productivistes-rentabilistes", la mondialisation est corroborée par des faits tels que la compétitivité et l'entreprise dite globale. Même s'il y a environ une centaine de pays qui sont classés comme les oubliés de la mondialisation, elle est présentée par certains spécialistes comme étant le seul garant à l'heure actuelle qui fera éviter une « guerre économique mondiale » et bien d'autres déséquilibres.

D'ailleurs, la création de nouveaux regroupements commerciaux régionaux (NAFTA, U.E...) et la signature des accords du GATT sont considérées comme le début d'un nouvel ordre économique qui cherche encore son point d'équilibre. L'idée d'un nouveau système ne date pas

d'hier et certains autres spécialistes la font remonter au milieu du siècle dernier. En effet vers le milieu du 19^{ème} siècle, Alexis de Tocqueville prédisait déjà l'émergence d'un nouvel ordre international qui s'étendrait de la Russie tsariste en tant que force continentale jusqu'aux USA en tant que force maritime.

Cependant, quelques facteurs internes propres aux deux pays, ainsi que ceux liés au système colonial de cette époque là, ont retardé la réalisation d'une telle oeuvre. Il a fallu attendre la fin de la deuxième Guerre Mondiale pour que se scelle définitivement la naissance d'un monde bipolaire après la réunion de Yalta en février 1945.

Les observateurs internationaux et les analystes s'accordent à dire que le système économique international qui a vu le jour après la réunion de Bretton Woods en 1944, a considérablement contribué, d'une façon ou d'une autre, à la croissance et à la stabilité de l'économie mondiale, et ceci durant une période d'au moins une cinquantaine d'années. Mais les nouveaux défis qui sont apparus durant l'actuelle décennie, comme la fin de la guerre froide ainsi que la mondialisation des marchés laissent penser que ce système international pourrait être différent de celui d'aujourd'hui. Ceci nécessiterait, par conséquent, une autre approche de "gestion" avec l'élaboration de nouvelles règles et l'instauration de nouvelles institutions. La question qui est posée alors est de savoir quels seraient les instruments que la communauté internationale utiliserait dans cette nouvelle phase, caractérisée par de profondes transformations économiques. En réalité, il ne peut exister une réponse toute prête à ce type de question mais il est à noter que la communauté internationale en général et les pays industrialisés en particulier essaient d'apporter quelques éléments de réponse à un tel questionnement, comme il est relevé dans un ouvrage collectif dirigé par P. Kenen qui prend en compte les résultats de la réunion de plusieurs économistes et hommes politiques d'Amérique, d'Europe et de l'Asie.

L'ouvrage en question traite de la gestion de l'économie mondiale de 1944 à 1994, faisant ainsi l'évaluation de 50 ans de règne du système de Bretton Woods, en essayant de voir comment il est possible de l'adapter aux exigences du 21^{ème} siècle ! De leur côté, les pays capitalistes avancés ont procédé à l'examen du système monétaire mondial, avec à sa tête, le Fonds Monétaire International. Afin de déterminer ce qui est impératif de faire sur le plan monétaire à l'échelle mondiale (réunion du G7, juin 1995) et malgré les efforts déployés pour la réactualisation et la réadaptation des institutions internationales, les pays riches notamment, continuent d'utiliser celles léguées par Bretton Woods dont principalement le FMI qui préconise une politique monétariste, afin d'assurer un certain degré de stabilité monétaire à la financiarisation de l'entreprise actuelle des pays de l'Union Européenne tentant de créer leur monnaie unique (l'Euro) avant la date butoir du 1er janvier 1999. Cette monnaie devrait entrer en vigueur à partir de 2002. Mais cela n'a pas empêché quelques banques de déclencher une campagne d'information pour sensibiliser les utilisateurs. L'Union Européenne vise par là à renforcer sa position concurrentielle par rapport au pôle nord américain (NAFTA) d'une part et le pôle asiatique

naissant (Japon, Chine, sud est asiatique) d'autre part. C'est en quelque sorte le début d'une dynamique de recomposition de la triade économique mondiale : d'ailleurs pour comprendre l'état d'esprit européen, il suffit de rapporter les propos du président de la commission économique européenne : " ... Il n'est pas possible à l'Europe avec ses 370 millions d'habitants de continuer avec 14 monnaies nationales différentes, surtout après la « secousse » qu'avait connue le système monétaire européen en 1992 ..."

Ce qui est observé de nos jours, à l'échelle mondiale pourrait être résumé comme suit :

- Les pays industrialisés se donnent comme priorité la réduction des déficits budgétaires (en plus de l'emploi). Ce point est inscrit d'une manière systématique à l'ordre du jour des réunions des ministres des finances des pays du G7.
- La réalisation de 3% ou une tendance générale à la baisse du ratio "déficit budgétaire / produit intérieur brut", ce qui est le critère de convergence préalable à tout pays européen voulant entrer dans l'union monétaire avant 1999.

Un grand nombre de pays en développement et de pays de l'Est, essaient de réduire leur déficit budgétaire.

Ces observations incitent à dire que le processus de la réorganisation des affaires financières et monétaires dans le cadre de la financiarisation mondiale se caractérise par une orthodoxie rigoureuse.

4. REFORMES INTERNATIONALES : LES PRINCIPAUX TRAITS.

Bien des pays ont procédé à des ajustements de leurs économies depuis plus d'une vingtaine d'années. De l'infatigable de l'Egypte en 1974 à « l'économie socialiste du marché » de la Chine populaire en 1979 - 1982, en passant par les accords Stand By avec le F.M.I. de Madagascar et du Zaïre pendant les années 1970, toute une « mécanique stabilisatrice » des économies nationales était mise en marche. Ceci dit, c'est l'ampleur de ce qui est appelé "l'implosion du communisme" au-delà du rideau de fer qui a vu s'ouvrir, pour certains analystes, tous les espoirs à l'Est de l'Europe. Les tribulations du dirigisme bureaucratique, la planification autoritaire n'avaient pas engendré les lendemains qui chantent et n'avaient pas réalisé les espoirs escomptés. Cet état de fait donne l'impression que les bouleversements de l'Est traduisent le rejet d'un communisme « pervers » et l'attrait d'un libéralisme scintillant.

L'économie de marché et la société de consommation font recette un peu partout dans le monde. Il est globalement incorrect et peut être profondément injuste de ne pas reconnaître la prépondérance des pays développés. Mais il ne serait pas précautionnant sur le plan intellectuel de ne pas prendre en considération certains faits, car les pays en développement ne « cessent d'exister parce qu'on les ignore ». En premier lieu, on doit dire que la fin de la bipolarisation idéologique n'est

forcément pas parégorique. La rançon de la croissance n'est équitablement répartie et la mondialisation avance sur fond d'aggravation des inégalités entre le Nord et le Sud.

Les statistiques révèlent que un milliard d'habitants détient environ 80 et 85% du commerce et de l'économie du monde pendant que les 4 milliards d'habitants restant possédant entre 15 à 20% (ONU Avril 1992). Selon une étude de S. George sur les « aides », il a été établi qu'entre 1982 et 1990, les PVD ont déboursé environ 1945 milliards de dollars au titre des intérêts et du service de la dette.

C'est donc à ce niveau que la mondialisation doit rechercher la création d'un climat de coopération internationale consolidée. Sinon à quoi servirait une « industrie » mondiale dynamique pleine de projets et d'innovation ? En seconde position, il faut dire que le processus de financiarisation de l'économie mondiale coïncide avec l'apparition du phénomène de la dollarisation dans plusieurs pays. Dans l'Amérique latine, après l'assouplissement des contraintes financières sur les dépôts en devises (surtout le dollar américain) durant la moitié de la décennie 1970, le taux de dollarisation a été de 85% en Bolivie, 70% en Uruguay et 65% au Pérou. La même tendance a été observée dans les pays du Moyen Orient et en Turquie.

Ce phénomène peut paraître normal pour les pays ayant une économie plus au moins libérale, mais là où celui-ci est directement lié à la libéralisation de l'économie, c'est bien dans les pays à économie planifiée, à l'exception de l'ex-Yougoslavie et de la Pologne qui ont connu une dollarisation accrue, soit respectivement de 80% et de 70%. La cause principale de ce taux élevé de la dollarisation dans ces deux pays est l'inflation durant les années 1980. Dans tous les autres pays de l'ex-bloc communiste, la dollarisation n'est apparue qu'à partir des années 1990. Faisant partie du programme des réformes (1991-1993), la réduction et parfois la levée des contraintes sur le change des devises dans les pays dits à « économie en transition » a contribué considérablement à l'expansion d'un tel phénomène, ainsi que l'illustre le tableau suivant.

Pays	Taux dollarisation	Années
Albanie	20 %- 25 %	1993-1994
Roumanie	35 %	1994
Bulgarie	35 %	1994
Hongrie	15 %	1993
Pays Balte	35 %- 60 %	1993
Russie	30 %- 45 %	1992-1993
Ukraine	30 %- 45 %	1992-1993

Pour ce qui est de la Hongrie, le taux de dollarisation était de l'ordre de 50% en 1989 et ceci s'explique par la politique prudente et graduelle en matière fiscale et monétaire, surtout au début de l'application des réformes dans ce pays. Par contre, la Mongolie a connu une hausse vertigineuse de son taux de dollarisation qui est passé de 2% en 1984 à 40% en 1993.

Ces différents taux de dollarisation illustrent d'une manière éclatante, la pensée planétaire du capital qui s'appuie essentiellement sur les résultats de la révolution technologique actuellement menée par les pays riches et industrialisés. La mondialisation économique remplacerait alors l'internationalisation économique, elle-même, considérée comme une étape importante dans la construction de l'économie mondiale. En effet, ce qui se passe dans le monde, au plan économique, monétaire et commercial, est un phénomène unique en son genre. Force est de constater qu'au moment où l'on parle de plus en plus d'un monde économique nouveau de l'après Malta, on assiste au renforcement et à la réhabilitation des institutions de l'après Yalta. Les accords du GATT ont été signés il y a quatre années de cela à Marrakech, donnant ainsi naissance à l'organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC est la concrétisation du vieux projet, en l'occurrence l'organisation du commerce international (OCI) que les Etats-Unis n'avaient pas jugé utile de signer en 1974. Il est vrai qu'à cette époque, le monde traversait des périodes difficiles comme le premier choc pétrolier de 1973, la guerre d'Octobre 1973, le dialogue Nord-Sud. D'un autre côté, le FMI continue de jouer un rôle prépondérant dans la gestion monétaire du monde. Les déclarations de ses responsables et quelques faits vécus confirment bien cette prépondérance dont jouit le FMI. En général, les déclarations des dirigeants du FMI peuvent être résumées dans ce qui suit : " l'entrée de la finance internationale dans l'ère de la libéralisation et des nouvelles technologies rend impératif, à n'importe quel pays dans le monde, l'application des politiques économiques et financières qui conviennent le mieux à la nouvelle situation de l'économie mondiale caractérisée par une concurrence terrible : tout pays qui refuse la mondialisation connaîtra vraisemblablement la stagnation et la marginalisation..."

Pour ce qui est des faits économiques vécus, la crise financière qu'a connue le Mexique (dévaluation du *Peso* de 30%) était considérée comme le fait le plus marquant de l'économie mondiale en 1995. La crise financière mexicaine est survenue en décembre 1994, une opération de dévaluation du *Peso* non-maîtrisée avait causé une sortie massive de capitaux en quelques jours. C'est ce qui a nécessité une intervention rapide du FMI afin d'éviter tout effet de "contamination" et sauver ainsi le système monétaire international. La crise financière du Mexique est à ce titre considérée comme le point de départ de la réflexion sur le nouveau rôle du FMI dans la finance internationale à l'orée de la mondialisation et à partir duquel on décèle nettement la domination de l'économie boursière dont la vulnérabilité est justement signalée avec force par certains économistes comme B. Fred. Certains analystes n'ont pas manqué d'interpréter l'intervention du FMI dans la crise financière mexicaine comme étant un acte qui en dit long sur l'intention de l'institution internationale de protéger l'Alena ou NAFTA (dont font partie en plus du Mexique, les USA et le Canada). Ceci est d'autant vrai, si on se donne comme référence la proposition faite au FMI par la commission bancaire du Congrès américain. C'est d'ailleurs dans ce sens que B. Fred avait formulé le vœu de voir le FMI se doter d'un nouveau mécanisme d'emprunt évalué à 100 milliards de dollars pour parer à toute éventuelle crise semblable à celle du Mexique. Il s'agit

en fait d'une sorte de recommandation polie au FMI dirigé par les pays du G7 afin d'oeuvrer à l'installation d'un tel mécanisme. Il faudrait peut-être rappeler que pendant cette crise, les institutions de Bretton Woods ont versé au Mexique, sous forme de prêt, 17,5 à 18 milliards de dollars en plus de l'aide américaine. Le but recherché est surtout la stabilité du système monétaire international. L'une des conséquences majeures de cette crise financière survenue au Mexique est qu'elle a le mérite de déclencher la sonnette d'alarme pour signaler le danger qui guettait le monde de la finance. En guise de précaution, le FMI entama immédiatement une série de mesures dites de financement d'urgence, afin de pouvoir mieux contrôler les politiques des pays membres et de prévoir en temps voulu toute crise latente éventuellement. Cependant, ce genre de programme se heurte en quelque sorte aux réticences et réserves des pays du G7 et autres bailleurs de fonds quant à la collecte des 55 milliards de dollars nécessaires au fonctionnement de ce fonds d'urgence.

Sur un autre chapitre le FMI se présente comme le "superviseur" de la conduite des réformes économiques dans plusieurs pays dans le monde. Cet état de fait est illustré d'une façon éloquente par la promesse de 5 à 6 milliards faite à la Russie en 1996 par le FMI pour protéger la démocratie... Et sauver les réformes... "l'institution Bretton Woodienne " est en train de renforcer son rôle dans le monde, aidée dans cela par la mondialisation. A en juger par sa dernière action qui consiste à préparer un guide précis, destiné aux pays membres et visant entre autres :

- l'unification des données statistiques de ces pays ;
- un contrôle meilleur des politiques financières et économiques ;
- une utilisation de la comptabilité analytique par les banques centrales ;
- taux d'intérêts ;
- balances des paiements ;
- l'épargne internationale;
- taux de change;
- commerce de marchandises;
- localisation des investissements étrangers.

Il est à noter qu'il n'est pas dans notre intention de jeter le discrédit sur une institution d'une telle envergure. Néanmoins, la question qui se pose d'elle-même est la suivante : si le FMI a bel et bien rempli son rôle en répondant aux exigences de l'après chute du mur de Berlin en 1989, pourrait-il le faire encore après la chute du mur à l'envers en 1997 ? (les spécialistes des relations internationales utilisent cette expression pour parler du retour de Hongkong à la Chine après l'accord de 1985). Hongkong est un pays de 6 millions d'habitants : c'est la troisième place financière et la dixième puissance économique mondiale. C'est donc une situation qui n'a rien à voir avec celle qui prévalait en R.D.A. avant la réunification allemande. Il n'est pas possible de donner une réponse quelconque à la question déjà posée, pour la simple raison qu'on ignore

la nature du système international qui va s'installer dans le troisième millénaire.

Le monde dans lequel nous vivons, préfiguré par l'économie de marché et le capitalisme en expansion, plaide pour l'adoption de l'économie-monde. L'économie-monde est l'économie d'une portion seulement de notre planète dans la mesure où elle forme un tout économique. Elle se définit par la triple réalité suivante :

- occupation d'un espace géographique donné, limité dans le temps et dans l'espace (mais qui peut changer).
- possession ou acceptation d'un pôle ou centre.
- partagée en zones successives; le coeur et la région s'étendent autour du centre, les zones intermédiaires autour du pivot central et les zones périphériques se trouvent dans la division internationale du travail beaucoup plus dépendantes que participantes.

On constatera que ce concept d'économie-monde est le plus approprié pour mettre en lumière la configuration géopolitique et géoéconomique du monde contemporain. Si on reprend dans son ensemble l'expression d'Yves Lacoste, "la Méditerranée au pluriel", on trouvera qu'il y a, à l'heure actuelle, formation de trois pôles économiques : le nord américain, l'euro-péen et l'asiatique autour desquels viennent graviter les autres pays. Chaque pôle est lui-même confronté à de larges vagues de centrage, recentrage et décentrage. Le pôle européen par exemple est en train de se subdiviser en pays de la banane bleue (G.B., pays Scandinaves) et pays de l'arc (France, Italie, Espagne) , avec une présence intense d'où Barcelone et le projet du partenariat euro-méditerranéen. Mais l'Europe regarde aussi vers l'Est. La fin du CAEM (conseil d'assistance économique mutuelle) et la disparition de l'URSS avaient poussé les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) à se rapprocher de l'Union Européenne.

En effet, on observe aujourd'hui que l'ancrage à l'ouest des PECO, en même temps que leur évolution vers l'économie de marché, se confirme par la multiplication des échanges commerciaux avec l'Union Européenne. L'Union Européenne accueille en 1992, 48% des exportations des PECO contre 22% en 1989 et fournit 44% de leurs importations contre 29% en 1988. La même remarque est valable pour L'Amérique du Nord et l'Asie qui préfèrent se regrouper dans le Forum de l'APEC (environ 45% du commerce mondial). Que peut-on dire ? Sinon reprendre Braudel qui écrivait : « *Les pays nantis et les pays pauvres ne sont pas restés immuablement les mêmes. La roue a tourné, mais dans sa loi le monde n'a guère changé : il continue à se partager structurellement entre privilèges et non privilèges. Il y'a une sorte de société mondiale, aussi hiérarchisée qu'une société ordinaire et qui est comme son image agrandie, mais reconnaissable. Microcosme et Macrocosme c'est finalement la même texture* ».

Références bibliographiques

Boukhaoua S, 1993. « L'idée du Nouvel Ordre Mondial ». In *les actes du séminaire "Le Nouvel Ordre International et les intérêts des pays du Tiers-Monde"*, Université de Blida, 24-26 mai 1993, pp. 96 - 166, (en arabe).

Boukhaoua S, 1995. "Economie de marché ou capitalisme réinventé?". In *El-Watan* du 7/12/1995.

Boukhaoua S, 1996. "Economie tourmentée". In *El Watan* du 24/08/1996.

Boukhaoua S, 1996. "Economie de marché : attentes et inquiétudes". In *La revue de l'économie*, n° 39, déc. 1996.

Boukhaoua S, 1997. "La mondialisation : quelle signification?". In, *la revue de l'économie*, n° 42, avril 1997.

Braudel F, 1985. *La dynamique du capitalisme*. Ed. Artaud, Paris.

Christian C et Masseport F, 1995. *La hiérarchie des puissances économiques depuis 1945*, Ed. Marketing, Paris.

Cohen A et Ferrandon M.C, 1980. *Le système monétaire international*. Ed. Hatier, Paris.

Delas JP, 1991. *Economie contemporaine (faits, concepts, théories)*. Ed. Marketing, Paris.

Kennen P, 1994. *Managing the world economy : fifty years after, Bretton Woods, international business and the development of the world economy*.

Sahay R and Vegh C, 1995. « Dollarization in transition economies ». In *Finance and Development*, march, pp. 36-39.

Notes

- * Institut des sciences économiques Fayçal YACHIR, Université de Sétif.